

Peuples sans terre cherchent terre privée de peuples
Bruno Latour, *Le Monde*, 6 juin 2018

Le mois de mai est heureusement fini et avec lui l'illusion de rejouer mai 68 en costumes d'époque. Les producteurs de série télé le savent bien, les studios français sont très maladroits dans les reconstitutions historiques : les mises en pli sont trop parfaites, les cols trop amidonnés, les voix trop contemporaines, les anachronismes si nombreux que l'on ne peut y croire une seule seconde. Ce qui est vrai au cinéma, l'est encore plus en politique quand on espère rejouer l'heureuse époque de Mai au milieu de la tragique situation actuelle. En ce mois de mai 2018, rien n'a fonctionné dans ce *remake*, ni la « convergence des luttes », ni « l'esprit révolutionnaire ».

C'est que, entretemps, la révolution a changé de sens : ce qui animait les étudiants et les ouvriers il y a cinquante ans en les poussant vers l'avenir, anime aujourd'hui ceux qui prétendent, partout dans le monde, revenir à l'état national et à l'identité ethnique. L'esprit est révolutionnaire, ô combien, mais il s'agit d'une révolution conservatrice d'ampleur inédite qui ne respecte aucune limite. L'insolence est désormais d'extrême droite ! Continuer à célébrer « l'esprit de Mai » par des fêtes et des colloques, voire par des marées humaines « à petit coefficient », serait répéter l'erreur des années 30 en se battant contre un ennemi repérable pendant qu'un autre mouvement, beaucoup plus grave, menace de tout emporter.

Si l'on voulait résumer d'une formule la situation actuelle, on pourrait dire qu'il existe d'un côté des peuples furieux d'être privés de sol et, de l'autre, un sol hélas privé de peuples.

Les journalistes et les politistes parlent de « populisme » pour décrire cette fuite éperdue vers le retour à la protection de l'État Nation, que l'on voit, élection après élection, en Italie, en Allemagne, en France même et, bien sûr, au Royaume Uni et aux États Unis. Plus une nation a profité de la globalisation, plus elle l'abandonne violemment— l'Angleterre et l'Amérique menant le reste du monde dans ce retournement d'ampleur historique. Or, dans « populisme », il y a le mot « peuple ». Aussi étonnant que cela paraisse à ceux qui voudraient encore célébrer « l'esprit de Mai », le problème aujourd'hui est de se raccommode avec ces deux termes toxiques, que l'on associe trop souvent à la pensée réactionnaire : le mot peuple et le mot sol.

Les progressistes accusent les populistes de vouloir revenir à un sol conçu comme une identité qui protège et rassure. Or, le grand paradoxe c'est que les progressistes n'ont pas plus de sol sous leurs pieds que les populistes. Ils sont tous, littéralement, *sans terre*. Et le pire c'est qu'ils le savent obscurément, ce qui les rend d'autant plus furibonds.

Les progressistes sentent bien que l'horizon indéfini de la globalisation se heurte désormais à ce qu'on appelle aimablement « les limites de la planète ». Le progrès n'a donc nulle part où se poser. Quant aux populistes, comment pourraient-ils croire plus d'une minute à la viabilité de ces États Nations nouvellement recréés, croupions d'une ancienne histoire à jamais disparu : l'Empire britannique ? La Padanie ? La France des années 50 ? L'Amérique « *great again* » ? L'empire Austro-Hongrois ? Allons-donc, ils savent bien que ces abris contre la tempête ne leur permettraient pas de survivre.

Tout autant que les progressistes, les populistes se retrouvent donc angoissés de ne pas trouver d'assise stable à leurs projets. Les voilà les peuples privés de sol. Ni les uns ni les autres n'ont la possibilité d'articuler une vision tant soit peu réaliste de leur politique. Ce qui explique la brutalisation de la vie publique et le glissement vers ce qu'on appelle naïvement la « post-vérité ». Sans monde matériel sous ses pieds, comment pourrait-on formuler un quelconque programme et lui donner une assise empirique ? Alors, chacun se prend à rêver, les uns d'une Italie « indépendante », d'une France habitée de citoyens « de souche », d'autres d'une colonisation de Mars ou de robots qui leur permettraient d'être enfin posthumains.

L'étrangeté de la présente situation politique, c'est que chacun sent bien que partout se repose la question de retrouver un sol à habiter avec d'autres migrants venus d'un peu partout. Comme si, à côté de ces peuples sans terre, il existait une terre en attente de peuples capables de l'habiter et d'en prendre soin. On sent bien que les populistes ont raison de demander une assise protectrice, mais qu'ils ont tort de la chercher dans l'identité nationale. On voit bien que les progressistes ont raison de vouloir l'accès au vaste monde, mais qu'ils ont tort de confondre le mondial avec le globe de la globalisation. Tout se passe comme si une nouvelle universalité avait remplacé l'ancienne : partout des humains en migration piétinent d'impatience pour se trouver un sol habitable.

Le retour des questions de terre, de terroir, de territoire, de zones à défendre, de peuples, et même les questions toute matérielles, de nourriture, de transport, de construction, d'énergie, aussi bien que la recherche d'autres droits de propriété, sans oublier le regard nouveau jeté sur les luttes des peuples « autochtones » ou cette extraordinaire prolifération de livres sur l'inventivité des arbres, des plantes, des champignons, des microbes ou des loups, tout cet immense mouvement multiforme signale bien l'existence d'un terrestre bel et bien présent à la conscience commune.

Oui, mais voilà ce terrestre-là n'a pas de représentation partagée. Il n'est pas le sol de peuples qui se reconnaîtraient politiquement comme tels. Il n'est pas aussi attirant que la figure de l'État Nation vers lequel furent désespérés ceux qui doutent de la globalisation. On comprend donc que l'enjeu n'est pas de rejouer Mai 68 dans le contenu de ses idéaux — discutables, datés, ambigus —, mais plutôt de déployer la même énergie, cinquante ans plus tard, pour détourner la révolution conservatrice de la tragédie qu'elle nous prépare.